Pourquoi lâ??objectif dâ??IsraÃ«l de pacifier les Palestinien.ne.s Ã©choue ?

Description

Par Nur Arafeh, le 16 fÃ©vrier 2023

IsraÃ«l sâ??appuie sur une stratÃ©gie anti-insurrectionnelle de mesures Ã©conomiques et de maintien de lâ??ordre local pour stabiliser son rÃ©gime. Mais la rÃ©sistance croissante montre que cette stratÃ©gie ne peut pas triompher.



Soldats israÃ©liens, colons et manifestants palestiniens lors dâ??une manifestation contre la construction de colonies israÃ©liennes dans le village dâ??Al-Thaalaba, prÃ¨s de Yatta, le 21 aoÃ»t 2020. (Wissam Hashlamoun/Flash90)

Cet article a Ã©tÃ© publiÃ© pour la premiÃ¨re fois par the Carnegie Endowment for International Peace en dÃ©cembre 2022, il est republiÃ© par +972 Magazine *avec autorisation.*

Ã? partir du milieu de lâ??annÃ©e 2022, le nombre dâ??attaques perpÃ©trÃ©es par des Palestiniens contre des colons et des soldats israÃ©liens en Cisjordanie, y compris Ã JÃ©rusalem-Est, ainsi quâ??en IsraÃ«l mÃªme, a nettement augmentÃ©. Cette tendance a rÃ©vÃ©lÃ© des lacunes importantes dans les politiques dâ??IsraÃ«l visant Ã contrÃ´ler les Palestiniens sous occupation et Ã stabiliser son rÃ©gime. La stratÃ©gie de stabilisation dâ??IsraÃ«l, inspirÃ©e de la doctrine anti-insurrectionnelle moderne, repose sur deux piliers : lâ??emploi de mesures de pacification pour coopter les Palestiniens et la confiance dans lâ??AutoritÃ© palestinienne (AP) pour contrÃ´ler sa population au nom dâ??IsraÃ«l. Cependant, de nombreux Palestiniens se rebellent aujourdâ??hui contre cette approche, tandis que lâ??Ã©rosion de la lÃ©gitimitÃ© de lâ??AP nâ??a fait que renforcer le refus de la population dâ??accepter ses mÃ©thodes restrictives.

Cette situation conduira Ã plusieurs issues possibles, qui comportent toutes une multitude de complications pour le maintien par IsraÃ«l du statu quo Ã lâ??Ã©gard des Palestiniens. Ã? court terme, avec la gravitation de la sociÃ©tÃ© israÃ©lienne vers la droite et lâ??extrÃªme droite, qui sâ??est reflÃ©tÃ©e dans les rÃ©sultats des Ã©lections israÃ©liennes de novembre 2022, il est probable que lâ??on assiste Ã une escalade des affrontements entre Palestiniens et Juifs israÃ©liens dans les territoires occupÃ©s et Ã lâ??intÃ©rieur des frontiÃ¨res dâ??IsraÃ«l de 1948. Cela pourrait mettre fin aux accords dâ??Oslo de 1993 et conduire Ã une nouvelle Ã©tape dans les relations palestino-israÃ©liennes, caractÃ©risÃ©e par une effusion de sang encore plus importante, jusquâ??Ã ce quâ??un nouveau cadre politique soit conÃ§u pour mettre fin Ã lâ??occupation, parvenir Ã lâ??autodÃ©termination des Palestiniens et garantir les droits de tous.

ThÃ©orie de la contre-insurrection

Depuis lâ??occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza en juin 1967, lâ??objectif principal dâ??IsraÃ«l est de faire respecter son autoritÃ© en gÃ©rant et en contenant la population palestinienne, en supprimant ses ambitions politiques et en dissuadant les Palestiniens de soutenir les activitÃ©s de rÃ©sistance. Outre les interventions militaires, les dÃ©molitions de maisons, les assassinats ciblÃ©s et les arrestations, IsraÃ«l a employÃ© deux mÃ©thodes plus mesurÃ©es pour museler les Palestiniens.

La premiÃ¨re consiste Ã fournir ce que lâ??on appelle des facilitÃ©s Ã©conomiques aux Palestiniens et Ã amÃ©liorer leurs conditions de vie, dans le but dâ??obtenir leur consentement Ã la domination israÃ©lienne. Par exemple, peu aprÃ¨s 1967, ces mesures comprenaient la dÃ©livrance de permis aux entreprises palestiniennes du textile et de la chaussure, lâ??octroi de prÃªts Ã faible taux dâ??intÃ©rÃªt aux investisseurs palestiniens Ã Gaza et lâ??intÃ©gration de la main-dâ??Å?uvre palestinienne dans lâ??Ã©conomie israÃ©lienne. Cette politique sâ??est poursuivie dans la pÃ©riode post-Oslo, aprÃ¨s 1993.

Les derniÃ¨res mesures de ce type prises par IsraÃ«l en 2022 ont consistÃ© Ã dÃ©livrer 20 000 nouveaux permis aux Palestiniens de Cisjordanie pour travailler en IsraÃ«l et Ã assouplir les conditions dâ??obtention des permis. IsraÃ«l a Ã©galement apportÃ© une aide Ã©conomique Ã la bande de Gaza, Ã la suite du dernier conflit qui sâ??y est dÃ©roulÃ© en aoÃ»t 2022. Cela a consistÃ©, entre autres, Ã augmenter le nombre de permis permettant aux Gazaouis de travailler en IsraÃ«l. IsraÃ«l a Ã©galement dÃ©cidÃ© cette annÃ©e de donner aux Palestiniens de Cisjordanie la possibilitÃ© de passer par lâ??aÃ©roport Ramon, dans le sud dâ??IsraÃ«l, mais a ensuite suspendu ce projet pour des raisons qui restent obscures.



Des travailleurs palestiniens attendent au passage dâ??Erez Ã Beit Hanun, dans le nord de la bande de Gaza, alors quâ??ils attendent dâ??entrer en IsraÃ«l pour travailler, le 13 mars 2022. (Attia Muhammed/Flash90)

Lâ??hypothÃ¨se sous-jacente dâ??IsraÃ«l est que la privation des Palestiniens provoque des troubles politiques et une plus grande opposition Ã IsraÃ«l, tandis que le fait de fournir des dÃ©bouchÃ©s Ã©conomiques augmente les coÃ»ts de lâ??opposition Ã lâ??occupation. Ce raisonnement a Ã©tÃ© encouragÃ© par Moshe Dayan, ministre israÃ©lien de la dÃ©fense entre 1967 et 1974, qui a cherchÃ© Ã normaliser lâ??occupation en amÃ©liorant la prospÃ©ritÃ© individuelle. Comme lâ??indiquait un rapport militaire de 1970, Â« [L]a seule faÃ§on dâ??Ã©viter une explosion potentielle des forces sociales est de sâ??efforcer continuellement dâ??amÃ©liorer le niveau de vie et les services de cette sociÃ©tÃ© dÃ©favorisÃ©e. Â»

La mÃªme logique a faÃ§onnÃ© les politiques israÃ©liennes dans les territoires occupÃ©s durant la phase post-Oslo. Puisque lâ??accÃ¨s Ã toutes sortes de permis est conditionnÃ© par une autorisation de sÃ©curitÃ© israÃ©lienne, la capacitÃ© des Palestiniens Ã voyager, Ã faire des affaires et Ã travailler en IsraÃ«l a Ã©tÃ© liÃ©e Ã un acquiescement politique. Le systÃ¨me de permis a donc Ã©tÃ© un outil disciplinaire permettant de rÃ©compenser les Palestiniens pour leur conformitÃ© ou de les punir pour leur rÃ©sistance. Ã? Gaza, les mesures de secours prises par IsraÃ«l aprÃ¨s la derniÃ¨re sÃ©rie de combats ont incitÃ© le Hamas Ã ne pas se joindre Ã un futur conflit avec IsraÃ«l,

tandis que toute escalade contre IsraÃ«l mettrait fin Ã ces mesures. En dâ??autres termes, au lieu de mettre fin Ã son occupation, IsraÃ«l a fourni des pansements Ã©conomiques pour un problÃ¨me politique profondÃ©ment ancrÃ©.

Ces mÃ©thodes de pacification israÃ©liennes sont ancrÃ©es dans **la thÃ©orie de la contre-insurrection**. Contrairement Ã la guerre traditionnelle et aux approches centrÃ©es sur lâ??ennemi, qui se concentrent sur la force lÃ©tale pour supprimer les insurgÃ©s, la contre-insurrection moderne est davantage axÃ©e sur la population. David Kilcullen, ancien conseiller spÃ©cial sur la contre-insurrection auprÃ¨s du secrÃ©taire dâ??Ã?tat amÃ©ricain, a dÃ©fini la contre-insurrection comme Â« une compÃ©titionâ?¦ pour le droit et la capacitÃ© de gagner les cÅ?urs, les esprits et lâ??assentiment de la population Â», afin de la dissuader de soutenir une insurrection.

Pour apaiser les populations civiles, la thÃ©orie de la contre-insurrection sâ??est appuyÃ©e sur des techniques telles que la fourniture de services sociaux, la promotion du dÃ©veloppement Ã©conomique et la cooptation des Ã©lites locales. Et si lâ??on a assistÃ© Ã un regain dâ??intÃ©rÃªt pour la contre-insurrection lors des invasions de lâ??Afghanistan et de lâ??Irak menÃ©es par les Ã?tats-Unis en 2001-2003, cette stratÃ©gie trouve son origine dans la lutte contre les soulÃ¨vements anticoloniaux aux XIXe et XXe siÃ¨cles, par exemple par les FranÃ§ais en AlgÃ©rie ou les Britanniques au Kenya et en Malaisie.

Le deuxiÃ¨me pilier de la stratÃ©gie de stabilisation dâ??IsraÃ«l a consistÃ© Ã sâ??appuyer sur les dirigeants de lâ??AP pour maintenir les Palestiniens dans le droit chemin sur le plan politique. AprÃ¨s sa crÃ©ation en 1994 dans le cadre des accords dâ??Oslo, lâ??AP sâ??est non seulement imposÃ©e comme le principal gestionnaire de la vie des Palestiniens, dÃ©chargeant ainsi IsraÃ«l de cette responsabilitÃ©, mais elle est Ã©galement devenue une institution de la domination indirecte dâ??IsraÃ«l. Lâ??AP a Ã©tÃ© chargÃ©e de protÃ©ger la sÃ©curitÃ© israÃ©lienne en rÃ©primant la rÃ©sistance palestinienne, en Ã©change dâ??avantages et de rentes.

Des Palestiniens sâ??affrontent avec les forces de sÃ©curitÃ© de lâ??AP Ã Naplouse, en Cisjordanie, le 20 septembre 2022, suite Ã lâ??arrestation de membres du Hamas par les forces de sÃ©curitÃ© palestiniennes. (Nasser Ishtayeh/Flash90)

Cette stratÃ©gie dâ??externalisation des pratiques de sÃ©curitÃ© aux autoritÃ©s autochtones est Ã©galement conforme Ã la doctrine de la contre-insurrection, en particulier Ã ce que Kilcullen appelle une approche Â« ascendante Â», qui met lâ??accent sur la formation dâ??alliances avec les Ã©lites locales, quâ??il sâ??agisse dâ??acteurs Ã©tatiques ou non Ã©tatiques, et les rend responsables de la stabilisation. Cet accent mis sur les acteurs locaux fait Ã©cho Ã la pratique coloniale du gouvernement indirect employÃ©e au XIXe et au dÃ©but du XXe siÃ¨cle, notamment par la Grande-Bretagne et la France, qui dirigeaient leurs colonies et leurs mandats en collaboration avec les potentats locaux et autres notables.

En dÃ©pit de ces mÃ©thodes, la rÃ©cente vague dâ??attentats contre des IsraÃ©liens a rÃ©vÃ©lÃ© les lacunes de la politique israÃ©lienne et son incapacitÃ© Ã assurer la soumission des Palestiniens. La rÃ©sistance armÃ©e palestinienne, animÃ©e en grande partie par des jeunes hommes attaquant

des soldats et des colons israÃ©liens, a progressivement augmentÃ© aprÃ¨s lâ??Intifada de mai 2021, qui a suivi la dÃ©cision israÃ©lienne dâ??expulser des familles palestiniennes du quartier de Sheikh Jarrah Ã JÃ©rusalem-Est. Des groupes armÃ©s palestiniens, notamment Ã Naplouse et Ã JÃ©nine, dans le nord de la Cisjordanie, ont commencÃ© Ã contester la campagne israÃ©lienne Â« Cassez la vague Â» lancÃ©e au premier semestre 2022 pour rÃ©primer ces groupes.

Depuis, cette atmosphÃ¨re de contestation sâ??est Ã©tendue Ã toute la Cisjordanie pour inclure JÃ©rusalem, Ramallah, HÃ©bron, BethlÃ©em et Qalqilya, entre autres villes. Au centre de ce mouvement se trouvait un groupe armÃ© appelÃ© Lionâ??s Den, basÃ© dans la vieille ville de Naplouse. Ce groupe Ã©tait composÃ© de jeunes hommes dâ??une vingtaine dâ??annÃ©es appartenant Ã diffÃ©rentes factions politiques, mais qui ont renoncÃ© Ã leurs querelles et se sont unis pour combattre lâ??occupation. Le groupe a gagnÃ© en popularitÃ© parmi les Palestiniens, Ã tel point quâ??il a Ã©tÃ© identifiÃ© comme Â« un casse-tÃªte majeur Â» pour IsraÃ«l et est devenu la cible dâ??arrestations et dâ??assassinats, ce qui a fortement rÃ©duit ses activitÃ©s.

Si les attaques actuelles restent dâ??une portÃ©e limitÃ©e, elles ont Ã nouveau mis en Ã©vidence les limites de la stratÃ©gie de pacification israÃ©lienne en Cisjordanie. La preuve en est la persistance des revendications politiques palestiniennes et les innombrables rÃ©voltes contre lâ??occupation israÃ©lienne depuis 1967. Il sâ??agit notamment de la premiÃ¨re intifada en 1987, de la deuxiÃ¨me intifada en 2000, et plus rÃ©cemment de la Grande Marche du retour en 2018-2019 et de lâ??Intifada de lâ??unitÃ© palestinienne de mai 2021, qui se sont Ã©tendues Ã la Cisjordanie, Ã la bande de Gaza et aux communautÃ©s palestiniennes Ã lâ??intÃ©rieur dâ??IsraÃ«l.

Il nâ??est pas difficile dâ??en comprendre les raisons. Alors que les Palestiniens se voient offrir des permis et dâ??autres gestes Ã©conomiques, ils continuent Ã©galement Ã Ãªtre humiliÃ©s au quotidien et Ã faire face Ã la violence incessante de la prÃ©sence militaire et sÃ©curitaire dâ??IsraÃ«l, notamment les raids nocturnes, le vol de terres, la dÃ©possession, les dÃ©molitions et les dÃ©placements forcÃ©s, la marginalisation Ã©conomique, la violence croissante des colons, la surveillance invasive, les arrestations massives, lâ??expansion des colonies israÃ©liennes illÃ©gales, les exÃ©cutions extrajudiciaires et, au cours des quinze derniÃ¨res annÃ©es, cinq opÃ©rations militaires contre Gaza. Lâ??oppression Ã laquelle les Palestiniens doivent faire face, ainsi que le dÃ©ni total par IsraÃ«l de leurs aspirations politiques, nâ??ont fait quâ??attiser la colÃ¨re et le ressentiment des Palestiniens.



Des bulldozers israÃ©liens dÃ©molissent une maison palestinienne prÃ¨s de la ville dâ??HÃ©bron en Cisjordanie, le 31 octobre 2022. (Wisam Hashlamoun/Flash90)

Lâ??Ã©chec de la politique israÃ©lienne visant Ã stabiliser sa domination dans les zones palestiniennes occupÃ©es dÃ©coule Ã©galement de la faiblesse croissante de lâ??AP et de son manque de lÃ©gitimitÃ© aux yeux des Palestiniens. Pour lâ??Organisation de libÃ©ration de la Palestine (OLP), le processus dâ??Oslo a Ã©tabli une AP qui se transformerait en un Ã?tat souverain et indÃ©pendant. Cependant, IsraÃ«l empÃªchant la crÃ©ation dâ??un Ã?tat palestinien, lâ??AP a largement perdu sa raison dâ??Ãªtre et est considÃ©rÃ©e comme une institution complice et

bÃ©nÃ©ficiaire de cette impasse. Le comportement contradictoire dâ??IsraÃ«l â?? qui a besoin de lâ??AP pour assurer la stabilitÃ© tout en la sapant en nâ??offrant aux Palestiniens aucun horizon politique â?? a effectivement paralysÃ© un instrument majeur de contrÃ´le de la population sous occupation.

La crÃ©dibilitÃ© de lâ??AP sâ??est Ã©galement Ã©rodÃ©e pour dâ??autres raisons. Les Palestiniens la considÃ¨rent comme corrompue, sont mÃ©contents de son refus dâ??organiser des Ã©lections prÃ©sidentielles depuis 2005 et des Ã©lections lÃ©gislatives depuis 2006, et sâ??opposent Ã la rÃ©pression de lâ??AP contre toute forme de critique. Ils sont Ã©galement mÃ©contents de lâ??emprise croissante du prÃ©sident Mahmoud Abbas sur les institutions palestiniennes et du fait quâ??il gouverne par dÃ©cret depuis la suspension du Conseil lÃ©gislatif en 2007.

Lâ??autoritarisme croissant de lâ??AP, ainsi que sa coordination sÃ©curitaire avec IsraÃ«l et lâ??absence de stratÃ©gie pour mettre fin Ã lâ??occupation, ont ajoutÃ© Ã la dÃ©sillusion des Palestiniens, y compris parmi les membres des propres forces de sÃ©curitÃ© de lâ??AP. Selon un sondage rÃ©alisÃ© en juin 2022, plus de 75 % des Palestiniens souhaitent la dÃ©mission dâ??Abbas, 59 % considÃ¨rent lâ??AP comme un fardeau pour les Palestiniens et prÃ¨s de la moitiÃ© sont favorables Ã sa dissolution. Lâ??illÃ©gitimitÃ© et la faiblesse de lâ??AP ont Ã©tÃ© particuliÃ¨rement Ã©videntes lors des derniÃ¨res confrontations armÃ©es. Lâ??AP nâ??a pas rÃ©ussi Ã rÃ©primer les attaques palestiniennes dans le nord de la Cisjordanie, et son arrestation dâ??une figure clÃ© de Lionâ??s Den en septembre dernier a Ã©tÃ© suivie dâ??affrontements entre de jeunes Palestiniens et les forces de sÃ©curitÃ© de lâ??AP qui se sont Ã©tendus Ã toute la Cisjordanie.

ScÃ©narios futurs

La difficultÃ© quâ??Ã©prouve IsraÃ«l Ã stabiliser son rÃ©gime peut potentiellement conduire Ã trois issues. Ces issues ne sâ??excluent pas mutuellement, peuvent ne pas toutes se rÃ©aliser et, dans certains cas, ne se manifester quâ??Ã long terme. Cependant, si elles ne parviennent pas Ã mettre fin Ã lâ??occupation, elles sont toutes non viables et nâ??apporteront pas la stabilitÃ© quâ??IsraÃ«l recherche.

Le premier rÃ©sultat possible est quâ??IsraÃ«l tentera dâ??affirmer son autoritÃ© sur les Palestiniens en recourant Ã des niveaux de violence plus Ã©levÃ©s. Ce scÃ©nario est plausible Ã la lumiÃ¨re des derniers rÃ©sultats des Ã©lections israÃ©liennes, qui pourraient bien permettre le retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu grÃ¢ce au soutien des partis dâ??extrÃªme droite racistes. Autrefois en marge de la politique israÃ©lienne, le parti du sionisme religieux est devenu le troisiÃ¨me plus grand parti de la Knesset et ses membres occuperont probablement des postes clÃ©s au sein du gouvernement. Une figure clÃ© de lâ??extrÃªme droite est Itamar Ben Gvir. Il Ã©tait membre du parti extrÃ©miste Kach, qui a Ã©tÃ© interdit en 1988 en raison de son fanatisme anti-palestinien. Ben Gvir a Ã©galement Ã©tÃ© condamnÃ© pour incitation Ã la violence et exemptÃ© de servir dans lâ??armÃ©e en raison de ses convictions.

Le ministre israÃ©lien de la SÃ©curitÃ© nationale Itamar Ben Gvir arrive Ã la rÃ©union hebdomadaire du gouvernement au bureau du Premier ministre Ã JÃ©rusalem, le 22 janvier 2023. (Olivier Fitoussi/Flash90)

Ben Gvir a appelÃ© Ã une sÃ©rie de mesures qui ne feraient quâ??accentuer les rÃ©calcitrances palestiniennes, sapant encore plus la politique de stabilisation dâ??IsraÃ«l. Ces mesures comprennent le transfert Ã lâ??Ã©tranger des citoyens palestiniens et juifs dâ??IsraÃ«l Â« dÃ©loyaux Â» , lâ??annexion officielle de la Cisjordanie, lâ??accÃ¨s illimitÃ© des Juifs israÃ©liens Ã la mosquÃ©e Al-Aqsa et des conditions plus dures pour les prisonniers palestiniens. Ben Gvir, qui a dÃ©jÃ accrochÃ© chez lui une photographie de Baruch Goldstein, le colon extrÃ©miste qui a tuÃ© 29 Palestiniens en 1994, veut Ã©galement recourir Ã davantage de violence contre les Palestiniens et tirer sur les lanceurs de pierres palestiniens. Son parti, le Pouvoir juif, sâ??oppose Ã la crÃ©ation dâ??un Ã?tat palestinien ou Ã toute nÃ©gociation avec lâ??AP.

La montÃ©e en puissance de ces figures dans la politique israÃ©lienne et la gravitation des jeunes IsraÃ©liens vers la droite et la droite radicale â?? reflÃ©tant des prÃ©fÃ©rences plus larges dans la sociÃ©tÃ© israÃ©lienne vis-Ã -vis des Palestiniens â?? est susceptible de conduire Ã des affrontements plus intenses entre les Palestiniens et les soldats israÃ©liens et les colons juifs en Cisjordanie. Si le gouvernement israÃ©lien prend des mesures plus provocatrices, par exemple en changeant le statut de la mosquÃ©e dâ??Al-Aqsa, et intensifie son recours Ã la force meurtriÃ¨re contre les Palestiniens, une nouvelle intifada pourrait Ã©clater et sâ??Ã©tendre aux zones arabes situÃ©es Ã lâ??intÃ©rieur des frontiÃ¨res de 1948.

Dans ce cas, si lâ??AP et les factions palestiniennes devaient participer Ã lâ??intifada, cela porterait un coup fatal au processus dâ??Oslo, surtout si lâ??AP se dissout et met fin Ã la coordination de la sÃ©curitÃ© avec IsraÃ«l. Les IsraÃ©liens nâ??auraient alors que deux options pour les millions de Palestiniens sous leur contrÃ´le : lâ??expulsion ou la rÃ©pression indÃ©finie. Cependant, cette derniÃ¨re option serait finalement intenable, laissant IsraÃ«l face Ã un dilemme quâ??il ne pourrait rÃ©soudre quâ??en mettant fin Ã son occupation et en rÃ©pondant Ã la demande dâ??autodÃ©termination des Palestiniens.

Une deuxiÃ¨me issue potentielle, qui nâ??exclut pas la premiÃ¨re, est quâ??IsraÃ«l, constatant la faiblesse croissante de lâ??AP et son incapacitÃ© Ã rÃ©primer la rÃ©sistance en Cisjordanie, recourt Ã une stratÃ©gie anti-insurrectionnelle plus dÃ©centralisÃ©e et Ã©tend ses alliances avec des personnalitÃ©s palestiniennes locales clÃ©s.

Ces personnes pourraient Ãªtre chargÃ©es de la sÃ©curitÃ© et des affaires administratives â?? Ã©ventuellement par le biais de conseils locaux sous le contrÃ´le dâ??IsraÃ«l â?? en Ã©change dâ??un accÃ¨s exclusif Ã des faveurs Ã©conomiques et autres privilÃ¨ges. Les Ã©lites avec lesquelles IsraÃ«l collaborerait pourraient comprendre des hommes dâ??affaires et des figures tribales, en particulier dans le sud de la Cisjordanie, connu pour ses puissants rÃ©seaux tribaux. Cela ferait Ã©cho aux tentatives israÃ©liennes de la fin des annÃ©es 1970 dâ??affaiblir lâ??OLP en crÃ©ant des ligues de village et en Ã©tablissant des relations directes avec les chefs de village, dans le but dâ??Ã©tablir des institutions susceptibles de susciter le soutien des Palestiniens Ã lâ??occupation.



La police palestinienne disperse une manifestation de partisans du Hamas dans la ville dâ??HÃ©bron, en Cisjordanie, le 14 octobre 2022. (Wisam Hashlamoun/Flash90)

Ce scÃ©nario est dÃ©jÃ visible par endroits. Au cours de la derniÃ¨re dÃ©cennie, IsraÃ«l a dÃ©veloppÃ© des relations avec des personnalitÃ©s clÃ©s du monde des affaires, des tribus et des organisations non gouvernementales dans diffÃ©rentes parties de la Cisjordanie, en contournant lâ??AP qui, en principe, devrait servir dâ??intermÃ©diaire entre lâ??administration israÃ©lienne et la population palestinienne.

Par exemple, alors que les Palestiniens devraient thÃ©oriquement demander des permis par le biais du ministÃ¨re des Affaires civiles de lâ??AP, certaines Ã©lites locales sâ??adressent directement Ã IsraÃ«l et entretiennent des relations avec des officiers israÃ©liens. Dans le sud de la Cisjordanie, un petit nombre dâ??hommes dâ??affaires sont mÃªme devenus de nouveaux acteurs des efforts anti-insurrectionnels dâ??IsraÃ«l, Ã©tant chargÃ©s de mettre en place une infrastructure Â« antiterroriste Â» et un rÃ©gime dâ??auto-surveillance dans leurs entreprises, en Ã©change de mesures exclusives de facilitation du commerce.

Lâ??extension de ces arrangements diviserait effectivement la population palestinienne en petites enclaves contrÃ´lÃ©es par des dirigeants locaux, ce qui conduirait Ã une fragmentation et une atomisation supplÃ©mentaires de la sociÃ©tÃ© palestinienne. Cependant, tout comme les Palestiniens ont rejetÃ© les ligues de village, considÃ©rant les membres des ligues comme des collaborateurs, ils peuvent Ã©galement rejeter la dÃ©pendance majeure dâ??IsraÃ«l vis-Ã -vis des Ã©lites palestiniennes locales. Cela serait encore plus vrai si une autre direction palestinienne Ã©tait au pouvoir, avec une stratÃ©gie claire pour garantir les droits des Palestiniens.

Une troisiÃ¨me issue possible est lâ??effondrement de lâ??AP et le rÃ©tablissement par IsraÃ«l dâ??un gouvernement militaire en Cisjordanie. Cela ramÃ¨nerait les Palestiniens Ã lâ??Ã©poque prÃ©-Oslo, lorsquâ??IsraÃ«l rÃ©gissait directement leur vie et gÃ©rait leurs affaires administratives et sÃ©curitaires par le biais de lâ??administration civile israÃ©lienne.

Toutefois, une telle issue est peu probable, pour deux raisons principales. PremiÃ¨rement, elle entraÃ®nerait des coÃ»ts financiers importants pour IsraÃ«l. En effet, lâ??un des facteurs Ã lâ??origine du processus dâ??Oslo et de la crÃ©ation de lâ??AP en tant que mÃ©canisme dâ??administration indirecte Ã©tait que lâ??administration directe devenait un fardeau financier et militaire pour IsraÃ«l, surtout aprÃ¨s le dÃ©clenchement de la premiÃ¨re Intifada en 1987. La crÃ©ation de lâ??AP Ã©tait donc pratique, car IsraÃ«l conservait Â« lâ??autoritÃ© du souverain dans les territoires [occupÃ©s] â?? sans les obligations Â», comme lâ??a dit un ancien conseiller du dÃ©funt Premier ministre Ariel Sharon.



> Le prÃ©sident palestinien Mahmoud Abbas assiste Ã une rÃ©union du comitÃ© exÃ©cutif de lâ??Organisation de libÃ©ration de la Palestine (OLP) dans la ville de Ramallah, en Cisjordanie, le 22 aoÃ»t 2015. (Flash90)

La deuxiÃ¨me raison est que le contexte gÃ©opolitique dans lequel le rÃ©tablissement dâ??un rÃ©gime militaire israÃ©lien direct aurait lieu a changÃ©, notamment dans lâ??ombre des actions russes en Ukraine. Tout comme les efforts de la Russie pour imposer une structure de gouvernance sur certaines parties de lâ??Ukraine ont entraÃ®nÃ© une condamnation mondiale, un tel comportement de la part dâ??IsraÃ«l pourrait Ã©galement entraÃ®ner des rÃ©actions similaires, que les dirigeants israÃ©liens voudraient Ã©viter. Dans cette optique, les mÃ©thodes de stabilisation dâ??IsraÃ«l sont susceptibles dâ??Ãªtre remises en question non seulement par les Palestiniens, mais aussi par la communautÃ© internationale, en particulier dans le contexte de lâ??Ã©volution de la perception dâ??IsraÃ«l, comme sa description en tant quâ??Ã?tat dâ??apartheid par les principales organisations internationales des droits de lâ??homme.

Le fait que le systÃ¨me de contrÃ´le israÃ©lien soit confrontÃ© Ã une forte contestation palestinienne, et que les moyens possibles pour les IsraÃ©liens de sortir de cette situation ne feraient quâ??empirer les choses pour eux, montre que leur stratÃ©gie ne peut pas prÃ©valoir indÃ©finiment. Le problÃ¨me est que les dÃ©cideurs israÃ©liens ne sont pas disposÃ©s Ã envisager la seule option viable qui satisferait les Palestiniens Ã long terme. Cela impliquerait de mettre fin Ã lâ??occupation, de rÃ©pondre aux aspirations des Palestiniens Ã la libertÃ©, Ã la justice et Ã la dignitÃ©, et de garantir le droit Ã lâ??Ã©galitÃ© politique, civile, socio-Ã©conomique et culturelle pour tous les citoyens.

Source : +972 Magazine

Traduction : AGP pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Nur Arafeh est chargÃ©e de recherche au Malcolm H. Kerr Carnegie Middle East Center, oÃ¹ ses travaux portent sur lâ??Ã©conomie politique de la rÃ©gion MENA, les relations entre les entreprises et les Ã?tats, les stratÃ©gies de consolidation de la paix, le lien entre dÃ©veloppement et sÃ©curitÃ© et le conflit israÃ©lo-palestinien.



Tags

1. autoritÃ© palestinienne
2. Ã©conomie
3. Itamar Ben Gvir
4. OLP
5. palestine
6. ThÃ©orie de la contre-insurrection

date crÃ©Ã©e
2023/02/28